

PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations
Références : ACM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la S.A.R.L. SICO à BLYES**

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 modifié autorisant la S.A.R.L. SICO à exploiter une installation de conditionnement d'aérosols alimentaires et/ou cosmétiques à BLYES ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 19 octobre 2015, suite à l'inspection réalisée sur le site le 19 mai 2015 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 19 octobre 2015 transmettant à la S.A.R.L. SICO le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,
- VU les observations formulées par la SARL SICO dans son courrier du 19 novembre 2015,
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 25 novembre 2015,

CONSIDERANT qu'il ressort de la visite de l'établissement exploité par la SARL SICO à Blyes, effectuée par l'inspecteur de l'environnement le 19 mai 2015, que certaines prescriptions ne sont pas respectées

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : La S.A.R.L. SICO (Société Industrielle de Conditionnement Optimisé) est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé 5, allée des combes à BLYES, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, :

- de faire procéder à l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention du risque foudre, par un organisme compétent, conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé,
- d'installer 2 capteurs de chaque type (fumées, gaz, flamme) dans chacune des cellules de remplissage de gaz, conformément à l'article 9.1.4 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 susvisé,
- de disposer d'une canalisation fixe permettant de mettre en liaison hydraulique les bassins n°2 et n°3, conformément à l'article 7.6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 susvisé,
- de tester le POI, conformément à l'article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 susvisé.

Article 2 : L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

Article 3 : En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de BLYES pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur Michel, président directeur général de la S.A.R.L SICO - BP 16 - 38431 VOREPPE,
 - et dont copie sera adressée :
- à la sous-préfète de BELLEY,
- au maire de BLYES,
- au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 9 décembre 2015

Le Préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale



Caroline GADOU